



**KINGDOM OF BELGIUM**

Intervention of Ludovic Bol, First Secretary at  
the Permanent Representation of Belgium to the UN  
at the briefing of the Committee established pursuant to Security  
Council resolution 1533 (2004) concerning the Democratic Republic  
of the Congo

New York, 26/07/2024, 15h00, CR7

Thank you, Mr. President [H.E. Mr. Michael Imran Kanu (Sierra Leone)],

Let me first thank the Group of Experts for their presentation, as well as the countries of the Great Lakes region for their reaction to the report.

I want to take the opportunity of this debate to recall that Belgium is a principled supporter of all UN Panels and Groups of Experts. Through their analysis and transparent reporting, they deliver an essential contribution to help create the conditions for sustainable peace.

Belgium expresses its deep appreciation for the **valuable work** that the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo has carried out in accordance with their Security Council mandate. The Group used the evidentiary standards recommended by the Informal Working Group of the Security Council on General Issues of Sanctions. I want to underscore the **credibility** and **quality** of the report and pay tribute to the experts' dedication. We should avoid partially criticizing or cherry-picking from the report.

We call on all parties and entities identified in the report to support the work of the experts by taking effective measures to implement the recommendations in the report. (*I **welcome** the expressions of **support** and the commitments to collaborate with the Group of Experts by the previous speakers.*)

It is crucial that the experts are able to continue their work freely and without hindrance. Belgium reiterates the importance of ensuring their safety and security, as unanimously reaffirmed by the Council in the sanction's regime resolution 2738 adopted on June 27<sup>th</sup>.

Mr. President,

Belgium is extremely **concerned** by the conclusion of the report, which highlights the seriousness of the violations and abuses of human rights and the violations of international humanitarian law committed in Eastern DRC, as well as the continuing deterioration of the security situation. The **scale of sexual and gender-based violence**, including the sexual exploitation of women and girls in IDP camps, the **attacks on those camps**, and the **recruitment of children** are shocking. The **increase in illegal economic activities**, the trafficking and illegal exploitation of the DRC's natural resources are also particularly worrying. This must stop immediately and the perpetrators of all these crimes must be brought to **justice**.

Le rapport établit clairement les différentes formes de **soutien actif du Rwanda au groupe armé M23** - sanctionné par ce comité - et à la plateforme politico-militaire Alliance Fleuve Congo. Le rapport fait état de l'emprise territoriale grandissante du Rwanda et du M23 sur le territoire de la RDC ; de la présence massive et du contrôle de facto des opérations militaires par des forces de défense rwandaise ; et de la mise en place d'une administration civile illégale dans les territoires où le M23 est présent. La Belgique condamne fermement ces actions qui **contreviennent à la Charte des Nations Unies** et constituent des violations manifestes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la RDC. Nous exhortons le Rwanda à mettre fin immédiatement à ses opérations militaires dans l'Est de la RDC et à en retirer ses troupes et son armement.

Le rapport indique également la poursuite de collaborations sur le terrain entre **l'armée congolaise** et les groupes armés illégaux, y compris les **FDLR** – sanctionnés par ce comité. La Belgique appelle instamment les autorités congolaises à mettre fin de manière effective et décisive à tout type de coopération avec les groupes armés.

La Belgique condamne avec la plus grande fermeté les exactions perpétrées par **tous les groupes armés** en RDC contre les populations civiles. Ces groupes doivent cesser les hostilités et s'engager dans des processus de démobilisation, désarmement et réinsertion.

M. le Président,

Outre le régime de sanctions de l'ONU, il existe également un mécanisme de mesures restrictives individuelles pour la RDC au niveau de l'UE. [Aujourd'hui](#), l'Union européenne a sanctionné 9 individus et 1 entité pour leurs responsabilités dans la prolongation de la guerre et des violations à l'Est du Congo. Elles incluent L'Alliance Fleuve Congo et son leader Corneille Nangaa ; un responsable de l'armée Rwandaise ; et des membres des groupes armés FDLR, M23, ADF et des Wazalendo/Volontaires pour la Défense de la Patrie.

Une solution politique doit être trouvée afin de parvenir à la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC. La Belgique **appelle** toutes les parties à s'engager résolument dans les processus diplomatiques initiés au niveau régional. La Belgique exprime à cet égard son soutien actif aux efforts de l'Angola dans le cadre du processus de Luanda. Elle salue également la trêve humanitaire conclue sous l'égide des Etats-Unis et appelle toutes les parties à la faire respecter afin que les acteurs humanitaires puissent apporter une aide indispensable aux populations affectées par le conflit.

Mesdames et Messieurs les Experts, laissez-moi conclure en saluant ici votre dévouement et vous remerciant une fois encore pour le travail de qualité que vous avez fourni. La Belgique s'engage à continuer à coopérer pleinement et de bonne foi avec vous et encourage tous les États à en faire de même.

Je vous remercie.